



Global Civil Society
Coordinating
Group for the GFF

Déclaration de la société civile et des jeunes concernant la campagne de mobilisation de ressources du GFF

Réunion du Groupe des investisseurs, 23-24 mars 2021

Protéger des services essentiels et investir dans l'avenir

Le groupe représentant la société civile et les jeunes salue le leadership du Mécanisme de financement mondial, les investisseurs et l'approche solide pilotée par les pays, qui ont permis d'enregistrer [d'excellents résultats](#) et de tirer les enseignements essentiels qui ont guidé l'élaboration de la [nouvelle stratégie quinquennale du GFF](#).

Parmi les progrès remarquables réalisés à ce jour, on notera que dans un tiers des 36 pays du GFF, 50 % des dossiers d'investissement en cours sont financés par des ressources nationales, l'objectif étant de parvenir à 75 % entre 2021 et 2025.

Nous nous réjouissons également du rôle [décisif](#) joué rapidement par le GFF afin de soutenir les réponses stratégiques des pays aux perturbations engendrées par la pandémie de COVID-19 et de maintenir la prestation de services essentiels pour les femmes, enfants et adolescents. Des données récentes de l'OMS communiquées par 105 pays montrent que 90 % des pays ont connu des perturbations des services de santé, les difficultés les plus importantes étant constatées par les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire. On estime que le repli de l'économie mondiale devrait entraîner jusqu'à 435 millions de femmes et de filles dans une situation d'extrême pauvreté, sans possibilité de retour aux niveaux pré-pandémiques avant 2030.

Derrière les statistiques : les organisations de la société civile et les jeunes signalent sur le terrain des interruptions de services essentiels liées à la COVID-19

- Méfiance des populations à l'égard du système de santé.
- Augmentation du nombre de grossesses chez les adolescentes en raison d'un accès insuffisant à des services de droits et santé sexuels et reproductifs (DSSR) adaptés aux jeunes.
- Augmentation des violences sexistes dans les foyers et parmi les populations.
- Baisse significative du nombre de femmes ayant accès à des soins pendant la grossesse et l'accouchement.
- Intimidations envers les femmes cherchant à bénéficier de services non liés à la COVID-19 pendant les périodes de confinement.
- Manque d'accès à des services permettant de bénéficier d'un avortement en toute sécurité.

Dans ce contexte, le groupe de la société civile et les jeunes du GFF soutient avec enthousiasme la demande formulée par le GFF de mobiliser 1,2 milliard de dollars américains en 2021 afin d'accompagner les réponses nationales à la COVID-19 et de protéger les services essentiels, dans la logique du récent [appel à l'action du PSMNE et de ses partenaires pour lutter contre la COVID-19](#). Aider les pays à lutter contre les inégalités permet non seulement de sauver des vies, mais aussi de protéger des décennies d'investissements que le monde ne peut pas se permettre de

perdre. Le GFF permet d'obtenir les ressources financières, d'établir de solides partenariats et un leadership efficace afin de maintenir l'offre de services essentiels aux femmes, enfants et adolescents, et de reproduire à plus grande échelle ce qui fonctionne aujourd'hui.

Une vision du succès : applaudir les progrès accomplis et s'engager à tirer parti des leçons apprises

Si la demande de mobilisation des ressources du GFF à hauteur de 1,2 milliard de dollars américains pour 2021, ainsi que l'investissement plus large de 2,5 milliards de dollars américains nécessaires pour la période 2021-2025 de la part des bailleurs de fonds, parviennent à être entièrement financés, le GFF et ses partenaires seront en mesure de tirer parti des récents progrès et de concrétiser les nouvelles stratégies et les nouveaux engagements.

Nous applaudissons et saluons le rôle moteur joué par le Groupe des investisseurs du GFF et le Comité du Fonds fiduciaire dans l'approbation de la [Stratégie d'engagement actualisée des OSC et des jeunes](#) sur le GFF et de l'enveloppe de financement de 6 millions de dollars américains qui l'accompagne sur deux ans. Nous reconnaissons en outre l'importance de la collaboration établie entre le GFF, Gavi, le Fonds mondial, CSU2030 et PSMNE qui ont travaillé en harmonie afin de faciliter la mise en œuvre du ***programme d'apprentissage conjoint pour l'engagement des organisations de la société civile dans le financement de la santé, la redevabilité et les campagnes de sensibilisation concernant la COVID-19***. Cette nouvelle collaboration qui permettra de renforcer les connaissances et les capacités des OSC en matière de plaidoyer budgétaire et de redevabilité pour le financement de la santé, concrétise le plan d'action mondial et répond à l'appel des OSC en faveur d'une coordination des ressources en vue d'améliorer la santé pour tous.

Parallèlement à ces évolutions prometteuses, la société civile et les jeunes poursuivent leur engagement de soutien au GFF pour ce qui est de la planification, de la mise en œuvre, de la mobilisation des ressources, du suivi et de la redevabilité. La communauté continue de produire des résultats en améliorant les dossiers d'investissement nationaux, la coordination des multiples parties prenantes, la mobilisation de ressources nationales, le suivi et l'évaluation, la mesure d'impact et la redevabilité. Il est toutefois urgent d'augmenter les ressources disponibles pour permettre au groupe représentant la société civile et les jeunes de poursuivre son partenariat avec le GFF et les gouvernements des pays afin de répondre aux besoins des populations avec des résultats équitables, durables et à plus grande échelle. La nouvelle stratégie quinquennale du GFF et la stratégie d'engagement actualisée des OSC et des jeunes qui l'accompagne, proposent la mise en œuvre de projets prometteurs pour l'amélioration de l'architecture du GFF. L'obtention de l'enveloppe de 1,2 milliard de dollars américains demandée pour 2021 est essentielle à la réalisation de ces projets, et nous nous engageons à travailler aux côtés du GFF, des gouvernements des pays, des bailleurs de fonds et d'autres partenaires afin de concrétiser une vision collective de la réussite, qui passe par les domaines suivants :

1. Des plateformes nationales inclusives et efficaces à multiples parties prenantes:

la plupart des pays du GFF ne disposent pas à ce jour de plateformes nationales inclusives à multiples parties prenantes fonctionnant correctement, ce qui entraîne 1) une duplication des activités ; 2) des interventions qui ne sont pas alignées sur le Dossier d'investissement de SRMNEA-N ; 3) un apprentissage, un suivi et un examen par les pairs insuffisants ; et 4) un manque de redevabilité de la part des membres du groupe. ***Les organisations de la société civile et les jeunes contribueront au renforcement de ces plateformes en continuant d'apporter leur soutien à une planification et une mise en œuvre de qualité, à l'examen des progrès réalisés et au partage des informations, aux protocoles d'accords et termes de référence précis, et à une mobilisation constante de la société civile et des jeunes, tout ceci dans le but de garantir que la planification réponde aux besoins des populations. Nous invitons les gouvernements à encourager la mise en place de processus transparents pour la sélection des membres des plateformes de la société civile, des jeunes ou autres, et à poursuivre leur mobilisation en ce sens et le partage transparent des informations.***

Les organisations de la société civile et les jeunes contribueront au renforcement de ces plateformes en continuant d'apporter leur soutien à une planification et une mise en œuvre de qualité, à l'examen des progrès réalisés et au partage des informations, aux protocoles d'accords et termes de référence précis, et à une mobilisation constante de la société civile et des jeunes, tout ceci dans le but de garantir que la planification réponde aux besoins des populations. Nous invitons les gouvernements à encourager la mise en place de processus transparents pour la sélection des membres des plateformes de la société civile, des jeunes ou autres, et à poursuivre leur mobilisation en ce sens et le partage transparent des informations.

2. Rigueur et transparence dans le partage de données/informations, et redevabilité: le partage rapide d'information et la diffusion de données essentielles en temps utile restent

S'appuyer sur les exemples de mobilisations réussies de la société civile et des jeunes dans les pays du GFF

- En Côte d'Ivoire, la participation active de la société civile à la plateforme nationale à multiples parties prenantes et au processus du GFF a contribué à accroître le budget public consacré à la santé.
- En Tanzanie, l'analyse budgétaire réalisée par la société civile et le partenariat tissé avec le gouvernement ont permis d'identifier les retards de décaissement et de ne pas perdre l'occasion d'investir dans les soins de santé publique.
- Au Sénégal, l'engagement communautaire et le suivi menés par les jeunes ont permis d'accroître l'appropriation durable par la communauté des améliorations du système de santé.
- Au Kenya, à la suite du plaidoyer et de l'apport technique des OSC depuis 2017, le MCP a finalement été lancé en 2021, incluant deux sièges pour les jeunes et deux sièges pour les OSC. Les représentants des OSC et des jeunes contribuent désormais de manière significative aux processus politiques.

un défi important dans les pays du GFF. Les données sur les budgets et les dépenses sont souvent indisponibles, ce qui freine la mise en place de véritables processus de revue et de redevabilité. ***Nous demandons aux gouvernements d'améliorer la transparence et le partage des données financières, des données sur les processus et sur les résultats. La société civile et les jeunes s'engagent à utiliser l'outil RMET du GFF¹ afin d'encourager le suivi, la ventilation et le partage des données nationales sur le financement de la santé. Nous nous engageons également à tirer parti des principaux enseignements pour faire entendre les voix de la société civile et des jeunes et renforcer ainsi les processus du GFF.***

3. **Des ressources nationales plus importantes, durables et efficaces pour la santé:** le modèle du GFF repose sur l'allocation durable des ressources nationales et une utilisation efficace de ces dernières par les pays. Les partenaires nationaux représentant la société civile et les jeunes dénoncent un manque de transparence de la part des autorités nationales concernant l'utilisation des ressources destinées à la lutte contre la COVID-19. ***Nous demandons aux gouvernements d'allouer en priorité les ressources nationales à la santé, et de veiller à l'utilisation efficace des fonds, notamment les allocations aux services essentiels de SSRMNEA-N. Nous encourageons le GFF à travailler avec les pays pour explorer des options de politiques et de financement innovants et progressifs, notamment celles qui se concentrent sur les stratégies fiscales, la justice fiscale, la lutte contre les flux financiers illicites et le soutien à l'allègement de la dette internationale. Nous nous engageons à mettre à profit nos relations dans les pays avec les partenaires gouvernementaux pour plaider en faveur de ressources nationales et à nouer des relations avec les partenaires gouvernementaux des pays pour suivre et améliorer l'efficacité des dépenses.***
4. **Des approches favorisant l'évolution des rapports de genre:** le nouveau rapport de Global Health 50/50 met en évidence le nombre insuffisant d'interventions mises en place dans le cadre des réponses à la COVID-19 favorisant l'évolution des rapports de genre. ***Nous demandons un examen urgent des actions mises en œuvre par les pays pour lutter contre la COVID-19 afin de garantir que les ressources répondent aux besoins spécifiques liés au genre. Nous nous engageons à soutenir la mise en œuvre de la nouvelle feuille de route du GFF visant à faire progresser l'égalité entre les genres en mettant en avant les communautés et en particulier la représentation des femmes et le rôle moteur qu'elles peuvent jouer au sein des processus de planification sanitaire et en encourageant un suivi budgétaire sensible au genre.***
5. **Une mobilisation efficace et significative de la société civile et des jeunes:** en octobre, le Comité du Fonds fiduciaire du GFF a alloué 6 millions de dollars américains sur deux ans pour soutenir la mobilisation, le renforcement des capacités, le suivi et les efforts de plaidoyer des organisations de la société civile et des jeunes. Si nous nous félicitons de cette amélioration notable, nous savons également que ce montant ne suffira toutefois pas à combler le manque de ressources et à garantir une mobilisation efficace *dans les 36 pays du GFF*. ***Nous appelons le GFF, les bailleurs de fonds et les gouvernements des pays à accroître cette enveloppe afin de financer intégralement la stratégie actualisée d'engagement des OSC et des jeunes dans tous les pays du GFF, tout en tirant pleinement parti de leurs expériences et de leurs***

¹ RMET = Cartographie des ressources et suivi des dépenses

perspectives. Nous avons hâte de tirer parti du cadre des OSC et des jeunes pour renforcer la coordination, l'apprentissage entre les pays et le partage de l'impact parmi le groupe des jeunes. Nous nous engageons à travailler avec le Secrétariat du GFF, les bailleurs de fonds et les gouvernements des pays pour mettre en œuvre la stratégie actualisée d'engagement des OSC et des jeunes et soutenir la redevabilité mutuelle.

Engagement de la société civile et des jeunes dans l'effort de mobilisation des ressources

Nous soutenons et appelons les bailleurs de fonds à honorer la demande du GFF de mobiliser 1,2 milliard de dollars américains supplémentaires de ressources d'ici la fin de 2021, afin d'assurer la prestation de services essentiels pour les populations les plus vulnérables. Plus précisément, nous soutiendrons la campagne :

1. En plaidant auprès des gouvernements des pays du GFF et des bailleurs de fonds pour qu'ils s'engagent à financer le montant de 1,2 milliard de dollars américains d'ici la fin 2021.
2. En coordonnant et en donnant plus de poids aux perspectives du groupe représentant la société civile et les jeunes pour partager leurs expériences et soutenir la campagne de mobilisation des ressources aux niveaux national, régional et mondial.
3. En nous faisant le porte-parole des efforts de mobilisation des ressources et en mobilisant d'autres champions en vue de soutenir les efforts de mobilisation des bailleurs de fonds et des ressources nationales.
4. En synthétisant et partageant les études de cas nationales, les enseignements tirés et la réalité sur le terrain, pour veiller à ce que le GFF et ses partenaires continuent à apprendre et à s'améliorer conformément aux meilleures pratiques et en réponse aux besoins des populations.
5. En encourageant le suivi et la redevabilité dans les pays, y compris le suivi budgétaire, afin de s'assurer que les ressources sont décaissées et utilisées efficacement, et qu'elles atteignent les communautés confrontées aux besoins les plus pressants - soutenant le voyage vers l'autonomie.

Les investissements réalisés au cours des cinq prochaines années seront décisifs pour inverser les effets économiques et sanitaires de la pandémie et permettre aux pays partenaires de se remettre sur la bonne voie. Faute d'une mobilisation de ces ressources d'ici la fin 2021, les écarts observés au niveau de la couverture d'interventions cruciales pour la survie des femmes, des enfants et des adolescents dans 36 pays du GFF, ne feront qu'empirer. Cela signifie que plus de 82 millions d'enfants ne recevront pas les liquides de réhydratation par voie orale nécessaires au traitement des maladies entériques ou diarrhéiques ; plus de 4 millions de femmes enceintes n'auront plus accès aux soins par un personnel qualifié pour l'accouchement, plus de 17 millions d'enfants ne recevront pas le vaccin DTC (diphtérie-tétanos-coqueluche) et le nombre de grossesses non désirées augmentera, tandis que les dépenses directes des ménages continueront parallèlement d'exploser. Nous ne pouvons pas nous permettre de laisser mourir davantage de personnes par manque d'investissements dans des interventions sanitaires essentielles.

Cette déclaration a été élaborée en collaboration avec plus de 370 membres du groupe de coordination des OSC et des jeunes du GFF et en leur nom.

PROJET